

L'avenir de la place financière suisse

Les banques ont un rôle à jouer pour promouvoir le développement durable. Cette aspiration de la société tout comme les nouvelles technologies induisent un besoin accru de formation. Pour demeurer un centre financier d'importance internationale, la Suisse doit rester ouverte aux autres pays, et notamment à ceux de l'Union européenne.

Les derniers chiffres publiés le confirment: la Suisse est toujours la principale destination pour les actifs financiers des clients privés, avec plus d'un quart du marché de la gestion de fortune transfrontalière. Et ceci alors que la Suisse est désormais reconnue conforme aux standards internationaux de transparence fiscale et de lutte contre le blanchiment d'argent. Cette confiance dans la place financière suisse implique aussi une responsabilité dans la façon dont sont gérées les fortunes placées en Suisse.

Ce n'est pas sans raison que les banques suisses s'intéressent toutes à la finance durable et s'efforcent d'intégrer les critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance (ESG) dans leurs offres d'investissement. La planète entière – ou presque – se préoccupe du changement climatique, de l'épuisement ou de la pollution des ressources naturelles, des conditions de travail inhumaines et de l'accroissement des inégalités. Certains pensent que les banques peuvent influencer le comportement des sociétés qu'elles financent ou dans lesquelles elles investissent. C'est partiellement vrai, mais il ne faut pas oublier que la concurrence est désormais globale et que les solutions doivent l'être aussi pour être efficaces. C'est dans cet esprit que plus de 140 gestionnaires d'actifs suisses, sous l'égide de l'association Swiss Sustainable Finance, ont adressé à la fin de l'année passée une lettre ouverte aux fournisseurs d'indices mondiaux pour qu'ils retirent de leurs produits, qui servent de référence sur les marchés, les sociétés qui fabriquent des armes dont l'usage est banni ou restreint par les conventions internationales. Espérons que cette démarche sera couronnée de succès et pourra ensuite être étendue à d'autres domaines.

D'autres initiatives internationales voient aussi le jour: l'Union européenne a mis en place un plan d'action en faveur de la finance durable; une trentaine de banques centrales et de régulateurs se sont regroupés au sein du Network for Greening Financial Centers pour mettre en œuvre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat.

Ces initiatives ne manqueront pas d'avoir un impact sur la Suisse aussi. Notre pays n'est cependant pas en reste avec la présence à Genève de nombreuses organisations internationales actives dans ce domaine, notamment les Nations-Unies qui ont défini 17 objectifs de

développement durable à atteindre d'ici 2030, et que de nombreuses banques suisses se sont engagées à suivre. La récente organisation Financial Centers for Sustainability (FC4S), basée à Genève, doit aussi servir de catalyseur pour des projets concrets.

Ces développements en vue d'une meilleure société sont réjouissants et sont aussi porteurs de nouveaux métiers et de nouveaux emplois. C'est aussi le cas pour la numérisation croissante des transactions bancaires: les employés de banque doivent progressivement apprendre à maîtriser les nouvelles technologies qui émergent, que celles-ci concernent les cryptomonnaies, la titrisation numérique des actifs ou l'intelligence artificielle et le traitement de masse des données. Ils pourront ainsi les expliquer aux clients et servir ceux-ci de façon plus efficace et moins coûteuse. L'évolution des marchés étant aussi liée à la géopolitique, et aux réactions que celle-ci déclenche, l'étude de la finance comportementale devrait aussi être intensifiée. Enfin la place financière suisse a tout à gagner à renforcer ses connaissances en matière de financement du négoce de matières premières et de gestion des actifs de fondations philanthropiques, deux domaines d'avenir.

Tous ces sujets impliquent un savoir spécifique et il est vraisemblable que la Suisse, eu égard à son évolution démographique et à la taille de son secteur financier, ne parviendra pas à former tous les spécialistes dont elle aura besoin. C'est pourquoi il est indispensable de rester ouvert aux autres pays, et surtout à ceux de l'Union européenne, qui nous sont culturellement le plus proches. Outre la libre circulation des personnes, la voie bilatérale avec l'Union européenne est celle qui permettra aux entreprises de toute taille de continuer à se développer en Suisse, en y maintenant emplois et recettes fiscales. Même si elle n'est pas directement concernée, l'avenir de la place financière suisse passe aussi par la conclusion d'un accord institutionnel avec l'Union européenne.



“ La Suisse est toujours la principale destination pour les actifs financiers des clients privés, avec plus d'un quart du marché de la gestion de fortune transfrontalière.

- YVES MIRABAUD,

PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DE BANQUES PRIVÉES SUISSES